



La Page s'intéresse à la politique intérieure de la France, et pas que, en ceci que les élections présidentielles de 2022, en juin précisément, attisent des convoitises, légitimes certes, mais qui provoquent des controverses entre les principaux candidats représentant idéologiquement un parti politique officiel, voire historique, dont la mouvance souffre de dissidences au sein-même des partis concernés. On voit apparaître des anciens de la politique faire part de leur volonté de se présenter aux élections. Soit !

De nouvelles figures, par contre, semblent convenir pour cet exercice, là où d'autres ne font que récupérer une conjoncture politiquement favorable aux nouvelles tendances. La politique en France ne dépend plus de personnes chevronnées dans un domaine aux concisions aiguës, appartenant aux vieux idéaux du XX^e siècle ; c'est ce que Emmanuel Macron, l'actuel Président de la République, ayant pressenti une opportunité de s'ériger au-dessus des perdants annoncés, s'était efforcé de réaliser, tout en cultivant les formes diverses d'un ultralibéralisme d'actualité, s'évertuant de répondre aux exigences de la mondialisation, dans laquelle chaque état est enchevêtré !

La singularité de cette campagne qui ouvre les possibilités à tout individu présentant des garanties électorales, reposerait plutôt sur le manque de lucidité de certains et certaines, pour n'en citer aucun et aucune, à se faire accroire de leur capacité à occuper un poste majeur dans la gestion d'un pays qui se doit de modifier drastiquement non seulement ses infrastructures territoriales, s'il veut durer dans la pérennité mis en cause par le chamboulement climatique, mais garantir au pays, sans tenir compte des avis contraires qui manifesteraient une opposition uniquement partisane, un état socialement apaisé qui pourrait relancer une nouvelle économie fondée sur les critères évoqués ci-après.

Jusqu'à ce jour, guère d'initiatives furent réellement prises, en connaissance de cause des dangers qui nous guettent ! Un pis-allé, sous les formes d'une espèce de palliatif soporifique, fut dispensé là où le mal avait déjà sévi, de sorte à constater les dégâts causés par une négligence entièrement due aux politiques désintéressées de ce que les hauts responsables ont toujours considéré comme mineurs.

Le temps les rattrape et leur assigne une inflexion sociologique dont les retombées suscitent des mouvements subversifs aux ostentations violentes... Le coût financier de ces opérations dues à un contexte qui aurait pu être favorablement modifié, si le politique eût accordé un tantinet d'attention sur des dossiers d'une importance cardinale pour un avenir proche de l'existence communautaire.

La situation actuelle est donc critique, non pas pour les politiques en lice de la Première Place briguée en juin, mais au regard de l'économie sujette à une stabilité sociale dépendant, désormais, des aléas climatiques dont l'enjeu peut avoir un impact sur la politique promise pour y faire face, sans pour cela se leurrer sur les catastrophes inéluctables qui nous attendent. En conclusion, les moyens pour atténuer les conséquences néfastes inévitables à venir, seraient d'imposer aux français un mode de vie strictement différent de celui adopté jusqu'alors : les alternatives existent. Elles ne sont pas prises en compte pour des raisons strictement financières.

Le temps nous présentera son addition, le moment venu. Il appartiendra à chacun d'en libeller une part, en sacrifiant un fragment de mode de vie n'étant plus compatible avec le monde de demain ! Le plus difficile sera et est de le faire comprendre à une majorité sclérosée dans des mimétismes devenus séculiers. **Jean Canal. 6 septembre 2021.**